



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 010/OLUCOME/10/2015 PORTANT SUR LE
DIALOGUE PRONE PAR LE GOUVERNEMENT EN PLACE.**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a, par ses précédents communiqués de presse respectivement du 18/09 et 30/09/2015, fait part à la communauté tant nationale qu'internationale ainsi que même aux pays de la Communauté Est-Africaine et de la Sous-Région, de ses préoccupations par rapport à la dégradation de la situation sécuritaire consécutive à la volonté du Président Pierre Nkurunziza de vouloir briguer le 3^{ème} mandat largement contesté par une partie de la population et la communauté internationale.
2. La prestation de serment du Président Pierre NKURUNZIZA après que le Gouvernement, le parti CNDD-FDD et les coalitions qui le soutenaient dans ce scrutin se sont retirés des négociations initiées sous les auspices des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la Communauté Est-Africaine et sous la Médiation de Son Excellence Yoweri KAGUTA MUSEVENI, Président de la République Ougandaise l'insécurité a redoublé d'intensité par des assassinats des citoyens burundais et étrangers.
3. Pourtant les négociations avaient plus de chance de rapprocher le Gouvernement en place et l'opposition au point de couper court avec, à l'époque, la probable escalade de violences qui est finalement montée de plusieurs crans en passant par l'escalade dans les discours tant du Gouvernement que du CNARED.

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

ny

4. L'Observatoire croit que quand un différend est déclenché pour l'une ou l'autre raison entre deux ou plusieurs protagonistes, la rencontre autour d'une table de dialogue ou de négociations est la solution la plus idéale pour rapprocher les vues et prévenir tout conflit déjà né ou en voie de l'être.
5. Les Nations Unies, l'union Africaine ainsi que la Communauté Est-Africaine avaient anticipé la crise burundaise après avoir constaté que les vues du Gouvernement en place ne s'accordaient pas avec celles de l'opposition politique qui avait appelé aux manifestations et au boycott des élections en organisant deux rounds de négociations et qui avaient rassemblé les deux camps autour de certains points de convergence.
6. L'OLUCOME avait pris, de bout en bout, part à ces assises aux côtés de tous les acteurs politiques et de la société civile qui y avaient été conviés en vue d'amorcer la crise qui avait embrasé la capitale Bujumbura et certaines autres localités du pays. Il avait gardé l'espoir qu'elles allaient aboutir à cette heureuse issue.
7. Cependant, de surprise en surprise, les protagonistes ont, d'un côté, à tour de rôle, récusé les Représentants respectifs des Nations Unies et le Gouvernement a, de l'autre, rompu le dialogue forçant par ce fait la suspension des pourparlers. Les élections contestées ont continué et le Gouvernement ainsi que le parti CNDD-FDD y ont trouvé leur compte d'autant qu'ils ont constitué un Gouvernement malgré son caractère illégal qui politiquement dirige actuellement le pays.
8. L'Observatoire n'a jamais eu de cesse, depuis le début des négociations précitées, à tenter de convaincre toutes les parties à une meilleure entente afin de sauver le Burundi car il risque de s'embraser pendant que de part et d'autre les protagonistes fourbissent leurs armes pour entreprendre une confrontation armée, ce qui ne profite aucunement au peuple burundais et même aux parties engagées dans cette escalade.

9. L'Observatoire a à maintes reprises exprimé sa désapprobation de la guerre qui se profile à l'horizon de par les déclarations du CNARED ainsi que le refus par le Gouvernement de s'asseoir ensemble avec lui, ce qui risque de conduire le pays droit vers la guerre civile. Il serait malheureux de pouvoir se voiler la face et refuser cette éventualité que tout le monde entrevoit à travers les faits actuellement traduits par les assassinats dans les deux camps. Des personnes sont chaque matinée trouvées mortes dans les quartiers de Bujumbura et des agents de la Police et de l'Armée sont exécutés de sang froid par des inconnus actuellement ; la situation est déplorable.
10. L'Observatoire déplore une fois de plus ce refus catégorique de la part du Gouvernement en place de pouvoir rétablir le dialogue avec ses adversaires politiques spécialement ceux-là mêmes qui pourraient déstabiliser le pays. Le Gouvernement en place a le plus intérêt à ce dialogue d'autant que des citoyens burundais meurent chaque jour, d'autres partent en exil, des biens publics et privés sont dégradés mettant en péril l'économie nationale et par voie de conséquence enfonce le pays dans une pauvreté sans nom alors qu'il a souscrit aux Objectifs du Développement Durable (ODD).
11. L'Observatoire a, toujours dans son souci de défendre les valeurs chères au Burundi comme l'intégrité, l'équité et la transparence, attiré l'attention du Gouvernement en place sur les conséquences de cette situation qui a dégradé tous les secteurs de production de l'économie nationale et par voie de conséquence a déjà ralenti la croissance économique au point de faire échec à ses prévisions de croissance et son second Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II) est mis à rude épreuve.
12. Selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015, le Burundi a été classé le pays le plus pauvre du monde car il réalise un PIB par habitant le plus faible de 315,2 de dollars courants.



13. Les partenaires économiques internationaux bilatéraux et multilatéraux ont déjà suspendu leurs parts respectives dans le budget national, ce qui condamne le pays à une asphyxie aux graves impacts.
14. Les Nations Unies d'un commun accord avec l'Union Africaine ainsi que l'Union Européenne ont une fois encore appelé avec beaucoup d'insistance les parties au dialogue et l'Union Africaine vient de passer à une vitesse supérieure par une menace claire des sanctions à l'endroit de certaines personnalités.
15. Seul le dialogue, comme il vient d'être souligné ci haut, peut relever les pronostics de reprises du développement économique par l'amélioration de la sécurité et la production intérieure, combinés évidemment avec la lutte contre la mauvaise gouvernance car ces derniers temps cette catastrophe a fait des saignées importantes à l'économie nationale.
16. L'Observatoire en appelle ainsi à tous les protagonistes, le Gouvernement et l'opposition rassemblée dans le CNARED ainsi que les autres qui auraient emprunté la voie des armes, pour un dialogue franc et destiné à établir les fondements d'une paix durable et sauver de cette façon le pays en accord avec les Nations Unies, l'Union Africaine et la Communauté Est-Africaine qui en ont déjà référé au Gouvernement et à l'opposition à cette fin.
17. Ainsi l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) rappelle que la paix est indispensable actuellement plus qu'hier pour le Burundi d'autant que des signes évidents et effarants de guerre sont évidents.
18. L'OLUCOME salue la préoccupation des Nations Unies, l'Union Européenne, l'Union Africaine ainsi que la Communauté Est-Africaine relativement à la situation sécuritaire ainsi qu'aux violations graves qui ont déjà fait des centaines de morts et attire leur particulière attention sur les développements récents dans la ville de Bujumbura qui est

actuellement le théâtre de violences. Elle est devenue en toute apparence un champ d'exercice de tirs pour on ne sait quelle faction contre le Gouvernement en place.

19. L'OLUCOME donc lance un cri insistant d'alarme et recommande ce qui suit :

A. Au Gouvernement en place :

- i) De se rendre à l'évidence que les ingrédients d'une guerre ou à tout le moins d'une déstabilisation politique, sociale et économique se profile à l'horizon quand chaque nuit des tirs fauchent des citoyens innocents, des agents de police et de l'armée qui tentent de rétablir l'ordre ;
- ii) De prendre conscience de la gravité de la situation et de ne plus se complaire à soutenir qu'il y a la paix alors que des vies disparaissent à la suite des affrontements ou des assassinats gratuits de personnes pour diverses raisons ;
- iii) De revenir à la raison et adopter, comme les partenaires et amis du Burundi ne cessent de l'y appeler, une bonne stratégie de dialogue réel et franc entre les vrais protagonistes, même le CNARED et tout autre groupe dont les vues sont divergentes avec le Gouvernement en place ;
- iv) De se résoudre à cette voie parce qu'elle est l'unique solution salubre pour une paix réellement durable ;
- v) De renoncer à un dialogue avec ses amis politiques uniquement mais plutôt avec les vrais adversaires de tous les bords pour un riche débat autour de la question de la paix et de la sécurité pour tous sinon le Gouvernement en

place risque de se complaire dans un narcissisme pur et simple ;

- vi) D'abandonner le discours exclusif et belliciste qui risque d'accélérer la crispation des positions des uns et des autres et torpiller les heureuses initiatives de paix entreprises par les Nations Unies, l'Union Africaine et la Communauté Est-Africaine ;
- vii) D'arrêter les violences actuelles semblables aux crimes de guerre car les commanditaires et les auteurs de ces dernières répondront un jour à ces actes devant les juridictions tant nationale qu'internationale;

B. Aux Nations Unies, à l'Union Européenne ,à l'Union Africaine et à la Communauté Est-Africaine.

- i) De redoubler d'efforts pour ramener les protagonistes burundais autour d'une table de négociations pour une paix franche et durable ;
- ii) De convaincre à cet effet le Gouvernement burundais en place afin qu'il rejoigne l'équipe du Médiateur pour un prochain round de négociations avec tous les groupes mais dont les vues sont divergentes de celles de celui-là pour une paix fondée sur des bases solides comme en 2000 quand les Accords d'Arusha ont été conclus ;
- iii) De rester aux côtés du Burundi jusqu'au dénouement total et à la mise sur pied de nouveaux fondements solides de la réconciliation entre tous ses fils et filles ;

C. A la Médiation.

- i) De reprendre le bâton de pèlerin et organiser les prochaines assises pour la poursuite des négociations suspendues et ramener les protagonistes autour de la table ;
- ii) Convaincre le Gouvernement burundais en place à participer pleinement à ces pourparlers pour une issue heureuse ;
- iii) Communiquer dans les brefs délais le calendrier de ce dialogue afin que les parties s'y préparent pour une rapide issue ;
- iv) Demander aux parties de mettre en application les dispositions arrêtées et adoptées au cours de précédentes séances en vue de détendre l'atmosphère et favoriser une participation de tous les intéressés ;
- v) Prendre toutes les mesures utiles en vue de l'accélération de ces assises et adopter un calendrier adapté à cette fin ;

D. A la Sous-Région.

- i) De prêter main forte à la Médiation en vue d'une rapide solution dans le sens de la prévention de l'escalade de la violence qui se profile à l'horizon ;
- ii) De convaincre le Gouvernement du Burundi en place et particulièrement le Président Pierre NKURUNZIZA de rejoindre ses opposants à la table de négociations déjà entamées par le Président ougandais Yoweri KAGUTA MUSEVENI dont l'action avait déjà abouti à l'adoption des mesures de nature à apaiser la tension si elles avaient été mises en application par le Gouvernement en place ;

- iii) De se joindre à l'Union Africaine et à la Communauté Est-Africaine dans leur action pour la relance le plus tôt possible des négociations inclusives et sans parti pris ;

E. A l'opposition entière.

- i) De répondre à l'initiative des Nations Unies et de l'Union Africaine ainsi que de la Médiation pour le dialogue ;
- ii) De renoncer à toute armée pour celle qui aurait pareille tentative car elle annihilerait toute l'architecture de la paix que les Nations Unies, l'Union Africaine ainsi que la Médiation avaient l'intention de mener en faveur du Burundi ;
- iii) De faire preuve de lucidité et s'inscrire dans la ligne de la paix par tous les moyens et à tout prix.

Fait à Bujumbura le29../10/2015

